

Le budget

dans les finances de notre pays aussi vite qu'il est humainement possible de le faire.

Ce qui m'inquiète davantage dans cette équation, c'est l'aspect de la justice sociale qui fait notre distinction en tant que grande nation humanitaire.

À la veille de nous engager dans le débat national sur le système de sécurité sociale, je me sens quelque peu incertaine de l'issue.

Les pressions exercées par la récession sur l'économie et le filet de protection sociale semblent avoir donné lieu à un sentiment de panique. Tout le monde semble être impatient de voir le gouvernement faire quelque chose.

J'ai promis aux habitants de Beaches—Woodbine de travailler pour la justice sociale et le redressement de la situation de l'emploi. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour m'assurer que l'on accorde à l'examen du filet de protection sociale le temps qu'il faudra pour que cela se passe d'une façon qui en vaille la peine.

On parle beaucoup des pressions exercées par les programmes sociaux sur l'économie. Cependant, nous devons aussi tenir compte des pressions exercées par l'économie sur les programmes sociaux. Bien qu'il y ait certains trous dans notre filet de protection, celui-ci a très bien résisté malgré tout ce qu'on a exigé de lui.

Selon moi, le système de sécurité sociale qu'il nous faut dans les années à venir devra être apte à répondre aux besoins des Canadiens, du berceau à la tombe. Nous aurons besoin d'un système qui soit à la fois complet, de type holistique, accessible à tous et flexible. Il arrive souvent que les gens ne soient pas visés par les programmes.

Il peut s'agir d'un supplément de revenu garanti. Nous avons une forme de supplément de revenu garanti depuis un bon bout de temps au Canada. Dans l'est du Canada, le régime de sécurité de la vieillesse et l'assurance-chômage constituent en effet une forme de supplément de revenu garanti.

Il nous faudra cependant consentir à des choix fondamentaux. Ainsi, le marché du travail s'oriente vers les emplois de valeur inférieure, de courte durée et à temps partiel qui sont à la hausse. Quels choix s'imposeront en ce qui concerne le perfectionnement professionnel, les garderies et la planification de la retraite?

Non seulement le programme national de garderies d'enfants est nécessaire si nous voulons des programmes de perfectionnement et de recyclage adaptés à nos besoins, mais il s'agit là, à mon avis, d'une responsabilité que nous devons assumer collectivement à l'égard de nos enfants. Le bien-être matériel et la santé mentale des enfants sont un gage pour l'avenir, car ces derniers deviendront des adultes sains de corps et d'esprit.

• (1015)

Les jeunes d'aujourd'hui sont les dirigeants de demain. Mardi, j'ai assisté à une conférence sur la jeunesse à Toronto. Quelque 200 jeunes, de toutes classes sociales, y étaient présents. Il y avait des jeunes qui avaient touché des prestations d'aide sociale et participaient maintenant à un programme d'emploi des jeunes. Il y avait des diplômés d'université sans travail. Il y avait, enfin, des parents seuls vivant de l'aide sociale. Ces jeunes avaient une chose en commun: leur désir de travailler et leur crainte que la

génération du baby-boom, la nôtre, ne se préoccupe pas de leur sort, ne les comprenne pas, ne soit pas au courant de leurs difficultés ni prête à tout faire pour résoudre les problèmes qui les accablent.

Ils ont formulé des observations très sensées sur les points forts et les points faibles des programmes actuels d'assistance sociale et j'ai jugé leurs recommandations extrêmement pratiques et réalistes. Voici quelques exemples de ce qu'ils ont dit.

L'un d'eux a précisé que, une fois en 10^e année, la plupart des enfants savaient ce qu'ils allaient faire. Ils restaient à l'école ou ils décrochaient. Il s'est demandé pourquoi on ne pouvait donc pas offrir un programme d'apprentissage comme choix de carrière à ce moment-là. Un autre a signalé qu'on lui avait demandé de retourner vivre chez ses parents pour avoir droit à de l'aide à l'emploi et à la formation alors qu'il n'avait pas vécu chez lui depuis l'âge de 15 ans et il voulait qu'on lui dise pourquoi il devrait le faire maintenant.

Un autre encore a dit qu'il avait dû abandonner son cours collégial, car l'aide financière aux étudiants n'était pas suffisante et l'empêchait d'être admissible à des prestations d'assistance sociale. Il a ajouté qu'il devait 3 000 \$ en prêts étudiants, mais qu'il n'avait toujours pas terminé ses études. Il voulait être décorateur d'intérieurs.

«Il faut rétablir les subventions aux étudiants.»

Ces jeunes se considèrent comme la génération perdue. Ils m'ont demandé si le gouvernement entendait vraiment répondre à leurs besoins. J'ai répondu que si nous ne faisons rien à ce stade-ci et ne prenons pas rapidement des mesures, nous serions tout à fait négligents et extrêmement stupides. Ils constituent notre avenir et nous devons répondre à leurs besoins.

Les programmes sociaux coûtent peut-être plus que nous ne le souhaiterions au départ, mais à long terme, ils nous permettent d'épargner. Les gens qui travaillent paient des impôts et ils seront en mesure de créer d'autres emplois en mettant sur pied leurs propres entreprises.

Un programme complet de services de garde d'enfants permet aux parents de travailler et donne des enfants plus sains de corps et d'esprit, ce qui entraînera à l'avenir une réduction de nos coûts sociaux.

Enfin, la prestation des programmes ne doit pas nécessairement être aussi coûteuse qu'à l'heure actuelle. Si nous avons recours à une approche intégrée plutôt que sélective et que nous utilisons toutes les infrastructures actuelles, comme les écoles, pour y installer des garderies, tout en faisant appel au secteur du bénévolat, et que nous instaurons en plus un guichet unique pour les trois ordres de gouvernement, nous pourrions peut-être épargner de l'argent. On ne doit pas inévitablement sacrifier la justice sociale à la relance économique. En fait, je crois qu'un excellent système de justice sociale favorisera le développement économique.

Je le répète, je suis la première, depuis la Confédération, à représenter les gens de Beaches—Woodbine dans cette enceinte au nom du Parti libéral et je considère cela comme un honneur. S'il est question de Beaches dans le nom de ma circonscription, c'est dû au fait qu'on y trouve les plus belles plages de la région du Grand Toronto. Tous les étés et même toute l'année, des milliers de gens de l'extérieur viennent dans la région et deviennent pour quelques heures des habitants honoraires de ce coin de pays.